

Communiqué

POUR LA PAIX DANS LE MONDE POUR UN REARMEMENT DES SERVICES PUBLICS ET DES DROITS SOCIAUX

Une économie de guerre, c'est une économie de la misère et de la destruction.

Il n'y a pas d'autre chemin que la paix et le désarmement pour une économie de justice et de progrès social.

Alors que les budgets d'austérité succèdent aux budgets d'austérité, alors qu'il faut prendre en compte le réel et qu'« il n'y a pas d'argent magique », subitement, des dizaines, voire des centaines de milliards se mettent à valser pour le réarmement.

Le monde n'a jamais été aussi surarmé : 2 443 milliards de dollars en 2023, en augmentation constante. En France, la loi de programmation militaire 2024-2030, votée il y a deux ans, prévoyait déjà une augmentation de 40 % du budget militaire à l'horizon 2030, pour un total de 400 milliards. Maintenant, on nous parle de 90, voire 100 milliards annuels.

« Il n'y a pas d'argent magique ! »

Même pris dans la poche des plus riches (ce qui a déjà été exclu par Macron), ces milliards manqueraient aux services publics et à la protection sociale.

Or, il est urgent de réarmer les services publics. Le constat est accablant : une mortalité infantile parmi les plus élevées d'Europe, des urgences régulièrement débordées, de la maltraitance institutionnelle dans les EHPAD et les crèches, des élèves sans profs, des filières menacées de disparition à l'université, une crise du logement inédite depuis 70 ans, des transports publics de plus en plus défaillants...

Si on y ajoute l'industrie, où les plans sociaux se multiplient, les secteurs qui ont un besoin urgent d'un réarmement budgétaire ne manquent pas.

Aux Finances, ce sont encore des centaines d'emplois supprimés à Bercy et dans les institutions et juridictions financières, après les dizaines de milliers supprimés ces 25 dernières années.

Les crédits d'intervention se réduisent de plusieurs milliards, y compris ceux de l'aide au développement.

Dans le même temps, les besoins explosent (accueil, contrôle, lutte contre la fraude et les trafics...).

Des mesures budgétaires doivent être prises pour faire la guerre à la misère et à l'injustice sociale.

Ce sont toujours les mêmes, les travailleurs, qui souffrent des conflits armés, et toujours les mêmes, les rentiers et les spéculateurs, qui en profitent.

Depuis début 2024, certaines entreprises de « défense » ont plus que doublé leur valeur spéculative et ce n'est pas fini.

La Fédération des Finances CGT se prononce pour un réarmement des services publics et des droits sociaux.

Une paix juste et durable repose sur la justice sociale, le droit à l'autodétermination et le respect du droit international.

Les négociations de paix sont la seule solution, que ce soit en Ukraine, en Palestine, au Soudan, au Kivu ou ailleurs.

« As long as we are in Vietnam, we will have insufficient housing, education, and health care. Our cities will rot. We cannot and we will not have both guns and butter. Vietnam is eating up the money that is desperately needed for domestic programs. »

« Tant que nous serons au Vietnam, nous manquerons de logements, d'éducation et de soins de santé. Nos villes pourriront. Nous ne pouvons pas et nous n'aurons pas à la fois des armes et le beurre. Le Vietnam engloutit l'argent dont nous avons désespérément besoin pour notre budget national. »

Appel des opposants à la guerre du Vietnam, Washington Post, février 1969.